



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHS
Novillars

9 octobre 2023

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contre les crimes et l'oppression coloniale de l'État d'Israël : solidarité avec le peuple palestinien !

Après l'opération militaire menée par le Hamas sur le territoire israélien, qui a fait près de 700 morts et 2 000 blessés, tous les gouvernements des pays riches, dont ceux des États-Unis et de la France, affirment leur soutien à Israël et à son gouvernement d'extrême droite dirigé par Netanyahu. Ce dernier promet maintenant de faire payer au peuple palestinien, à tout ce peuple qu'Israël opprime depuis des dizaines d'années et qu'il rend maintenant responsable de la politique des dirigeants islamistes du Hamas, « un prix sans précédent ». La riposte de l'armée israélienne, suréquipée, s'annonce bien plus sanglante : son bilan dimanche 8 octobre au soir était déjà de plus de 400 morts, des milliers de blessés et de sans-abris... Les pilonnages ont continué toute la nuit de dimanche à lundi, détruisant 500 immeubles dans cette étroite bande de Gaza, véritable ghetto surpeuplé et sous blocus où la population palestinienne vit dans la misère. Et ce n'est que le début : le ministre de la Défense israélien a ordonné de couper l'alimentation en eau, en gaz et en électricité, déclarant qu'il combattait « des animaux ».

Notre solidarité va, sans condition, au peuple palestinien, qui depuis 75 ans n'a connu que l'exode, la répression militaire, le cantonnement dans des ghettos de Gaza et de Cisjordanie et la misère.

Le Hamas ne se bat en rien pour la justice sociale et l'émancipation des peuples. C'est une organisation réactionnaire et obscurantiste, soutenue par des gouvernements tout aussi oppressifs que ses ennemis, à commencer par la république islamique d'Iran. Mais les attaques qu'il a menées ne sont qu'un retour de flamme de la politique de guerre permanente et d'oppression menée par Israël contre le peuple palestinien. Gouvernants et politiciens parlent de « terrorisme », mais quand, en mai dernier, l'aviation israélienne a bombardé la bande de Gaza, détruisant une centaine d'immeubles et laissant 2 500 personnes sans abri, qui parmi ceux-là se sont indignés et ont crié au « terrorisme » ? Qui a protesté, quand les bulldozers israéliens sont intervenus en Cisjordanie pour détruire des maisons palestiniennes et faire la place à de nouvelles colonies israéliennes ? Les civils israéliens victimes des missiles envoyés depuis Gaza subissent les conséquences de décennies de cette politique raciste, ségrégationniste et colonialiste de leur État.

Netanyahu va tenter de profiter de la politique du Hamas pour rassembler la population israélienne derrière lui et sa politique criminelle, lui qui pourtant depuis des mois est contesté par des manifestations massives contre son régime et ses projets de modifications de la Constitution destinées à renforcer son pouvoir. Mais ces manifestations se sont limitées à la défense de droits démocratiques pour les seuls

citoyennes et citoyens israéliens. En dehors d'une petite minorité d'opposants radicaux au racisme d'État israélien, ces manifestations n'ont pas défendu les droits des Palestiniens et Palestiniennes, dénoncé la misère à Gaza et en Cisjordanie et les opérations militaires de colonisation dans les territoires pourtant officiellement accordés au peuple palestinien.

Tant que ce peuple sera enfermé dans les ghettos à Gaza et en Cisjordanie, tant qu'il subira destructions, occupation et massacres, le peuple israélien continuera lui aussi à vivre dans un état de guerre permanent. Ce sont la guerre que le régime sioniste mène au peuple palestinien, la colonisation et l'apartheid qui lui permettent de continuer à se durcir, y compris contre les classes populaires israéliennes, ses conditions de vie et ses droits démocratiques. Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre ! C'est la solidarité des travailleurs, travailleuses et des pauvres d'Israël avec ceux et celles de Palestine qui permettrait d'infliger une défaite à l'État sioniste d'Israël.

Il faut qu'aujourd'hui s'exprime au niveau international une solidarité contre sa politique colonialiste. Une solidarité internationale qui permette de sortir les Palestiniens et les Palestiniennes de l'isolement et d'encourager la classe ouvrière et la jeunesse israéliennes à rompre avec leur État et son idéologie sioniste raciste.

Construire un mouvement d'ensemble

Vendredi 13 octobre, une mobilisation sur les salaires est lancée par les syndicats. La grève et les manifestations qui auront lieu seront des points d'appui pour la suite. Cette journée ne suffira pas pour faire plier Macron et les patrons. Mais nous pouvons la mettre à profit pour renouer des liens, discuter des étapes suivantes, et renforcer le camp de celles et ceux qui veulent lutter.

Manifestation à Besançon à 14 h place Battant

Pour le mieux dans le meilleur des mondes

L'accréditation est maintenant terminée. La restitution a eu lieu et les « experts » ont trouvé que tout allait bien. Pas un mot sur la fermeture des lits, l'attente des patients en extra pour être pris en charge, le manque de personnel... ni sur le fait qu'au CHS, la législation n'est pas respectée : nous faisons des bascules, du travail sur repos et que les repos isolés ne font pas 36 heures. Bref une belle farce de plus... et maintenant que les farceurs sont partis, tout continue comme avant.

Panique à bord

Dans certains services, l'encadrement avait préparé la visite des experts. Les infirmiers avaient dû apprendre chacun un rôle... Mais voilà, les gens de l'accréditation ont décidé de ne pas respecter le déroulement prévu et sont venus dans les services la veille ou le lendemain. Cela a donné des situations assez cocasses. Quand on met en place une pièce de théâtre et qu'on ne donne pas les textes aux participants les choses dérapent.

Ont-ils eu peur ?

Les dates de la restitution n'ont été données que deux jours avant. Il faut dire que la dernière fois, les membres de l'accréditation avaient eu droit à un comité d'accueil venu leur dire ce que l'on pensait de l'hôpital et des conditions de travail. La direction a-t-elle craint que cela se reproduise ? Une idée à garder en tête pour la prochaine fois !

Temps partiel : on n'est pas plus avancé

La direction voulait un temps mettre fin aux temps partiels de non-droit. Des agents ont alors quitté l'établissement, cherchant autre part des conditions plus favorables. Elle est donc revenue sur sa décision en expliquant que ceux-ci seront possibles si la « continuité de service » le permet, à l'appréciation de l'encadrement. Une réponse du berger à la bergère qui ne nous avance pas tellement.

La pénurie continue

Il manque toujours des postes infirmiers sur le CHN. Seul deux étudiants en sortie d'école ont été recrutés et quelques infirmiers venus d'autres établissements. Six aides-soignants ont été embauchés pour pallier au manque d'infirmiers. Quatorze lits sont actuellement fermés, quant aux structures extérieures, elles doivent fonctionner en effectif réduit. Cette situation n'est pas spécifique à l'hôpital de Novillars et durera tant que nous n'obligerons pas le gouvernement à investir massivement dans les services publics.

Travailler toujours plus

Le CHN ne fonctionne depuis des mois que grâce aux heures supplémentaires. La direction va mettre en place un logiciel qui existe déjà au CHU permettant aux salariés de se positionner sur les services en difficulté sans même passer par les cadres. Pour certains d'entre nous, les heures supplémentaires permettent de mettre un peu de beurre dans les épinards, car les salaires n'augmentent pas.

La situation devient ubuesque : d'un côté faire travailler plus des gens qui ont un emploi et augmenter de l'autre le nombre de chômeurs, on marche sur la tête.

Vivement la prochaine accréditation !

Au Colombier, notre four est tombé en panne. Les services économiques ont commandé une nouvelle gazinière plus petite. Mais on ne peut y mettre qu'un plat alors que nous pouvons être dix à manger et le four n'étant pas précis les plats brûlent au fond et ne sont pas cuits en hauteur ! Pour l'accréditation, les services techniques sont venus et ont dit que nous ne pouvions plus fonctionner au gaz par sécurité, donc on en reviendrait à l'électrique. Ouf... Seulement les experts ne sont pas venus au foyer et plus personne ne nous répond sur la gazinière...

Une hausse qui cache... une baisse

Les allocations d'aide au logement (APL) ont augmenté de 3,5 % en Métropole au 1er octobre. Comble d'ignominie et de mépris digne du « temps des colonies », dans les départements et territoires d'outre-mer, ce chiffre est limité à 2 %. De son côté, l'inflation s'établit à près de 5 % depuis un an. Et donc les APL continuent de perdre de la valeur. Loin de l'objectif affirmé par Macron il y a longtemps (mais qui s'en souvient ?) d'assurer un logement à tous et toutes, cette augmentation mesquine est en réalité une attaque supplémentaire visant le budget des plus pauvres.